

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Passé en application de l'article L2124-2 et des articles R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique.

POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE DE RECHERCHES GRAND EST - NANCY

Route d'Amance

54280 CHAMPENOUX

Tél: 03 83 39 40 41

Fax : 03 83 39 40 69

SIRET : 180 070 039 00565

**ACQUISITION D'UN CENTRE D'USINAGE – FRAISAGE À
COMMANDE NUMÉRIQUE COMPACT POUR MATÉRIAUX
RIGIDES DANS LE CADRE DU PLATEAU DE
PRÉPARATION D'ÉCHANTILLONS DE LA PLATEFORME
SILVATECH**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 - OBJET DU MARCHÉ ET LIEU D'EXÉCUTION	3
1.2 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	3
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 : DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	3
4.1 - CONDITIONS DE LIVRAISON, EMBALLAGES	3
4.2 - FORMATION DU PERSONNEL	4
4.3 – SOUS-TRAITANCE	4
4.4 OBLIGATION DE RÉSULTAT	4
4.5 - PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES EN COURS DE MARCHÉ	4
4.6 CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	4
ARTICLE 5 : VÉRIFICATIONS ET ADMISSION	4
5.1 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	4
5.2 - ADMISSION	5
ARTICLE 6 : GARANTIE	5
ARTICLE 7 : MATÉRIELS CONFIÉS AU TITULAIRE	5
ARTICLE 8 : MAINTENANCE	5
ARTICLE 9 : ZONES À RÉGIME RESTRICTIF (ZRR)	5
ARTICLE 10 : AVANCE	5
ARTICLE 11 : PRIX DU MARCHÉ	6
11.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUÉS	6
11.2 - VARIATIONS DANS LES PRIX	6
ARTICLE 12 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	6
12.1 - ACOMPTES	6
12.2 - PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	6
12.3 - MODE DE RÈGLEMENT	7
ARTICLE 13 : PÉNALITÉS	7
13.1 - PÉNALITÉS DE RETARD	7
13.2 - PÉNALITÉS D'INDISPONIBILITÉ	7
ARTICLE 14 : ASSURANCES	7
ARTICLE 15 : RÉSILIATION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 16 : LITIGE	8
ARTICLE 17 : DÉROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	8

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché et lieu d'exécution

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :
l'Acquisition d'un centre d'usinage - fraisage à Commande Numérique compact pour matériaux rigides
dans le cadre du plateau de préparation d'échantillons de la plateforme SILVATECH.

L'acquisition comprend les fournitures, la livraison, l'installation et la formation aux utilisateurs.

Lieu d'installation de l'ensemble des équipements :

Centre INRAE Grand Est-Nancy

À l'attention de M. Ruelle

UMR SILVA-SILVATECH

Bâtiment B' Rez-de-chaussée

Route d'Amance

54280 CHAMPENOUX, France

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Le présent marché fait l'objet d'un seul lot.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- ✓ L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe Délais ;
- ✓ Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.);
- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./F.C.S), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres, consultable ou téléchargeable sur le site Internet de Légifrance
<https://www.legifrance.gouv.fr/>
- ✓ L'offre technique et financière du titulaire.

Article 3 : Délai d'exécution du marché

Le délai d'exécution du marché part de sa notification, valant commande, jusqu'à la date d'achèvement des prestations (matériel livré, mis en service, formation dispensée).

Le délai de livraison est précisé par le titulaire en annexe 1 à l'acte d'engagement. Le délai de livraison court à compter de la date de notification du marché.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

4.1 - Conditions de livraison, emballages

La livraison des fournitures sera faite à l'adresse mentionnée au 1.1 du présent document, dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G./F.C.S. En particulier, le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Conformément à l'article 20.2.1 du CCAG/FCS, lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Conformément à l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

En cas de constatation d'au moins un manquement aux dispositions des 2 alinéas ci-avant, INRAE se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 100 € TTC au titulaire, après l'en avoir informé par courriel.

4.2 - Formation du personnel

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations objet du marché suivant les prescriptions du C.C.T.P. (article 4).

4.3 – Sous-traitance

La sous-traitance est possible pour les prestations hors fournitures (installation, formation...).

Le titulaire est tenu d'effectuer, auprès d'INRAE, une déclaration préalable de ses sous-traitants éventuels. Aux termes de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975 et de l'article L. 2193-10 du code de la commande publique, le titulaire n'est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines prestations du marché public **qu'à la condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leur condition de paiement.**

Ces deux formalités exigées pour les marchés publics, indépendantes du montant de la sous-traitance envisagée, doivent être simultanément réunies pour que la sous-traitance soit considérée comme régulière. La réalisation de ces deux formalités doit être effectuée par le titulaire du marché public **avant tout commencement d'exécution** des prestations par les sous-traitants.

Lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant a droit au paiement direct par l'acheteur. Il ne peut y renoncer.

4.4 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des prix.

4.5 - Prestations supplémentaires ou modificatives en cours de marché

L'avenant prévu à l'article 23.3 du C.C.A.G./F.C.S est établi quel que soit le montant des prestations supplémentaires ou modificatives. Il pourra être établi directement entre les parties sans l'établissement préalable d'un ordre de service d'INRAE, par dérogation à l'article 23.1 du C.C.A.G./F.C.S.

4.6 Circonstances imprévisibles

Les dispositions de l'article 24 du C.C.A.G./F.C.S s'appliquent.

En cas de surcoûts financiers pour le titulaire induits par des événements imprévisibles, celui-ci devra fournir à INRAE tout justificatif ayant force probante.

En cas d'accord par les parties sur la répartition de ces surcoûts, un avenant au marché sera établi.

Article 5 : Vérifications et admission

5.1 - Opérations de vérification

INRAE procédera aux vérifications prévues aux articles 27 à 29 du C.C.A.G./F.C.S.

A l'issue de la mise en service, les opérations de vérification seront effectuées par le représentant du titulaire en présence d'un ou plusieurs représentant(s) de INRAE.

En l'absence de dysfonctionnements ou de non-conformités (cf. ci-après), un document de mise en service sera établi contradictoirement et signé par chacune des parties, à l'issue des opérations de vérification qualitative et de la formation.

En cas de dysfonctionnements ou de non-conformités aux stipulations du marché, INRAE pourra émettre des réserves à la mise en service assorties d'un délai de résolution laissé au titulaire. Ces réserves

seront consignées dans le document de mise en service susmentionné. A l'issue de leur résolution complète, un document de levée des réserves sera alors établi.

En cas de persistance des dysfonctionnements ou non-conformités, INRAE prononce le rejet (partiel ou total) du matériel en cause, dans le délai de 15 jours suivant la date d'intervention effective du titulaire ou à l'issue du délai de résolution susmentionné, en cas de non intervention du titulaire.

Le titulaire doit en assurer le remplacement dans un délai tenant compte de ses possibilités et des nécessités de INRAE, sauf pour INRAE à décider la résiliation du marché s'il considère que le délai fixé est incompatible avec les nécessités du service bénéficiaire.

En cas de remplacement, le nouveau matériel sera soumis aux mêmes conditions de vérification que le matériel initial.

5.2 - Admission

INRAE notifie sa décision d'admission, d'ajournement ou de réfaction des prestations au titulaire dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de signature par les deux parties du document de mise en service mentionné au 5.1 ci-avant, toutes réserves éventuelles levées. Passé ce délai, en l'absence de décision, l'admission des prestations est réputée acquise.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Article 6 : Garantie

L'ensemble des équipements est garanti pendant 12 mois (pièces, main d'œuvre et déplacements) à compter de la date de notification de la décision d'admission des prestations, dans les conditions de l'article 33 du C.C.A.G./F.C.S.

Article 7 : Matériels confiés au titulaire

Sans objet.

Article 8 : Maintenance

Sans objet.

Article 9 : Zones à Régime Restrictif (ZRR)

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

Article 10 : Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf renonciation expresse du titulaire à l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois.

En application de l'article B.11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises. Le taux de l'avance est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise, au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

En cas de non-refus par le titulaire, du paiement de l'avance, celle-ci sera versée, sans aucune formalité de la part du titulaire, dans les 30 jours maximum à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire comme suit :

- en totalité sur le 2ème acompte (voir 12.1 ci-après).

Article 11 : Prix du marché

11.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

11.2 - Variations dans les prix

Ce marché est conclu à prix ferme.

Article 12 : Modalités de règlement des comptes

12.1 - Acomptes

Le paiement interviendra comme suit :

- 60% à la livraison
- 40% à l'admission du matériel.

12.2 - Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G./F.C.S.

Les factures doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les informations suivantes :

- ✓ Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire (voir en page de garde du présent document) ;
- ✓ le numéro du marché (communiqué par INRAE au titulaire au moment de la notification du marché) ;
- ✓ la nature des prestations admises;
- ✓ le montant hors taxe des prestations admises;
- ✓ le cas échéant, la mention des retenues;
- ✓ le taux et le montant de la TVA (le cas échéant) ;
- ✓ le montant total TTC.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>. A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format PDF sur le site Chorus Pro.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le traitement des factures est partiellement automatisé et permet un meilleur délai de paiement et une information en temps réel de l'avancement de la prise en charge de la facture sur le portail Chorus.

A ce titre, le n° d'engagement à renseigner sera communiqué par INRAE au titulaire à la notification du marché.

La non ou mauvaise complétion du champ ci-dessus empêchera la prise en charge automatisée de la facture et allongera les délais de traitement.

Le SIRET à utiliser pour le dépôt est celui du centre payeur où se trouve l'agence comptable du centre INRAE soit : 180 070 039 00680.

**L'adresse de facturation est :
INRAE Centre de Dijon
Service Budgétaire Financier et Comptable
17 rue Sully
BP86510
21065 DIJON CEDEX**

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire à l'Acte d'engagement.

12.3 - Mode de règlement

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

Article 13 : Pénalités

Outre la pénalité prévue à l'article 4.1 ci-avant, INRAE se réserve le droit d'appliquer les pénalités ci-après, par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G./F.C.S. :

13.1 - Pénalités de retard

Les dispositions de l'article 14 du C.C.A.G./F.C.S. s'appliquent à l'ensemble des délais contractuels du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, l'ensemble des pénalités prévues dans le présent document est limité à 20% du montant total HT du marché.

Dans le cas où le montant total des pénalités atteint ou dépasse 20% de l'ensemble du marché exécuté, INRAE se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité, dans les conditions de l'article 41 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités prévues dans le présent document dont le montant total ne dépasse pas 1000 €.

13.2 - Pénalités d'indisponibilité

Sans objet.

Les pénalités peuvent faire l'objet d'un titre de recettes.

Article 14 : Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution du marché.

Article 15 : Résiliation du marché

Les stipulations des articles 38 à 45 du C.C.A.G./F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et 4 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou -7, ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 41 du C.C.A.G./F.C.S.

Article 16 : Litige

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de litige dans l'exécution du présent marché, le litige est porté devant la juridiction administrative territorialement compétente dont dépend le pouvoir adjudicateur signataire du marché.

Article 17 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Les dérogations aux C.C.A.G./F.C.S. sont apportées aux articles suivants :

- ✓ L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services ;
- ✓ L'article 4.5 déroge à l'article 23.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services ;
- ✓ L'article 13 déroge à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services ;
- ✓ L'article 13.1 déroge à l'article 14.1.2 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

Fait à Champenoux, le 15/05/2025